

A2C

BULLETIN OUVERT ET ÉVOLUTIF
À VOCATION RÉGULIÈRE
POUR L'AUTONOMIE DE CLASSE

N° 9 PRIX LIBRE

CHILI, ALGÉRIE, HONG-KONG... LA RÉVOLUTION QUI VIENT

CE QUI ÉCLATE AUX QUATRE COINS DU MONDE NOUS ENFLAMME. DE L'EST À L'OUEST ET DU NORD AU SUD, SUR TOUS LES CONTINENTS, PAYS RICHES, PAYS ÉMERGENTS, « SUCCESS STORIES » DU NÉOLIBÉRALISME, PAYS DÉVASTÉS PAR LA GUERRE OU PAYS RAVAGÉS PAR LA DOMINATION IMPÉRIALISTE. DE HONG-KONG AU CHILI EN PASSANT PAR HAÏTI OU LA GUINÉE, DE CATALOGNE À L'ÉQUATEUR EN PASSANT PAR LE LIBAN OU L'IRAK. DES LUTTES DE MASSES ET DES PROCESSUS DE RADICALISATION QUI CRÉENT DES SITUATIONS QUASI-INSURRECTIONNELLES.

Que les désabusés* passent leur chemin. L'optimisme de la volonté, l'adhésion inconditionnelle à la révolte, n'est pas une naïveté révolutionnaire, une fuite de l'analyse. Elle en est au contraire la condition. Là où tout système de domination mystifie, y compris la pensée qui se veut critique, c'est la lutte qui clarifie.

Chaque soulèvement a bien sûr sa vérité, son contexte concret, son histoire, ses conditions et raisons spécifiques. Mais ces spécificités ne font que renforcer ce qui devrait être une évidence : la quantité produit un saut qualitatif. La multiplication des soulèvements de masse est un événement majeur.

Il n'y a pas d'état-major caché de la révolution, d'Internationale secrète des amiEs de l'insurrection, qui aurait planifié cette série de situation des



CONFRONTATIONS À BAGDAD

Gilets jaunes en France à Hong Kong ou Alger au printemps dernier puis les contagions de cet automne.

La raison est ailleurs. Et les conséquences en sont gigantesques. C'est la crise profonde du capitalisme, les crises politiques qu'elle induit, les antagonismes irréductibles qu'elle révèle qui créent les conditions de l'explosion révolutionnaire. Et parce que le capitalisme est mondial ces conditions le sont aussi. C'est ce qui rend la contagion possible. Là où elle se produit actuellement... comme ailleurs. Cet automne a aussi eu lieu à General Motors, pendant 5 semaines, la plus grande grève de l'automobile depuis 50 ans aux Etats-Unis, cœur de l'accumulation capitaliste et de la domination impérialiste. En France une grève illimitée se prépare pour le 5 décembre, des grèves de Sans-Papiers ont repris ces derniers mois...

LA RÉVOLUTION CRÉE LES LUTTES DE MASSE

Tapons sur le clou encore une fois. C'est le propos provocateur de Rosa Luxemburg dans sa brochure « grèves de masse » : ce ne sont pas les luttes de masse qui créent la révolution, c'est la révolution qui crée les luttes de masse. La révolution est là.

Autour de nous la rengaine a déjà commencé dans les milieux dits de gauche. Comme avec les Gilets Jaunes. Oui c'est bien mais pour aller où ? Mais quelles perspectives. Et ça va finir comment ? Parce qu'il manque ceci, parce qu'il manque cela...

Et parce que cette explosion de soulèvements ne peut être totalement ignorée : mais en même temps... En même temps la planète brûle, en même temps il y a la répression, les gouvernements nous attaquent, le fascisme se développe...

Ce n'est pas « en même temps ». C'est « le même temps ». Ce ne sont pas deux mondes parallèles. C'est la même réalité parce que ce sont les mêmes conditions, les mêmes causes profondes

qui produisent l'un et l'autre, processus antagonistes, révolutionnaire et contre-révolutionnaire. Il va falloir faire avec... et en tenir compte. La lutte pour la révolution est indissociablement aussi une lutte contre la contre-révolution. Dès le départ. L'alternative n'est pas entre démocratie (bourgeoise) ou barbarie. Elle est entre communisme ou barbarie. Entre révolution et contre-révolution. C'est tout le paradoxe : sous-estimer la portée des soulèvements et leurs potentialités va avec la sous-estimation des dangers du fascisme, de l'islamophobie, de la nécessité de la lutte politique des sans-papiers et migrantEs, de la lutte contre le militarisme...

L'alternative n'est pas au centre, l'antagonisme est irréductible. Tous les soulèvements ont commencé, en apparence sur une revendication limitée, soit sur une enième mesure d'austérité, une nouvelle taxe, une augmentation de prix (c'est le cas des Gilets jaunes, du Liban, du Chili, de l'Equateur) ou sur une revendication « démocratique » (c'est le cas de Hong Kong, l'Algérie, la Catalogne, la Guinée). Et les pouvoirs ont reculé. Mais cela n'a pas arrêté le mouvement. Et les deux types de revendications se sont mêlées, sociales et politiques, politiques et sociales. Faisant apparaître ces mouvements comme insaisissables. Mais que veulent-ils vraiment ? Parce qu'au fond c'est la nature même du système qui est en cause. Et que ce système a de moins en moins de médiations à proposer pour canaliser la révolte.

UN « DÉBOUCHÉ POLITIQUE » EXTÉRIEUR AU MOUVEMENT ?

C'est aussi la raison de la faillite de organisations traditionnelles et de l'impasse de ceux et celles qui nous expliquent que « ce qui manque » serait le « débouché politique » sans lequel tout serait voué à l'échec dès le départ. Car tout « débouché » pensé, conçu comme extérieur au mouvement



BARRICADES SUR LE PONT AL JUMHURIYA À BAGHDAD

lui-même est aussi extérieur à l'antagonisme irréductible qui est à la source.

Il fut un temps où Lénine, le révolutionnaire russe, posait une question un rien ironique : « Il est sûr que les révolutionnaires apprendront de la révolution. Mais la véritable question est : est-ce que les révolutionnaires seront capables d'apprendre quelque chose à la révolution ? ». Ironique : « apprendre de la révolution », c'est la condition pas si évidente. Et sur cette base : qu'y apporteront les révolutionnaires ?

Revenons à Rosa Luxemburg. C'est fin décembre 1918 dans le feu du processus révolutionnaire, quelques semaines après l'éclatement du soulèvement en Allemagne qui provoque la fin de la guerre et la chute du régime qu'elle participe à la création du parti communiste.

Dans le congrès de fondation elle alerte contre toute tentative de substituer un état-major à un autre. Elle argumente que le processus révolutionnaire alors en cours... est un processus. La révolution ne peut-être faite par une minorité, soit-elle très nombreuse et déterminée. La révolution doit soulever, impliquer, embraser la majorité de la société. Un régime est tombé. Soit. Des millions d'Allemands s'éveillent alors, à des rythmes différents à l'action politique. Elle explique alors qu'il faut que les luttes entraînent des secteurs de plus en plus profonds de la société, que la lutte politique générale doit fertiliser une multiplication de grèves économiques, de

luttés sur des revendications spécifiques. Que les révolutionnaires doivent s'organiser pour travailler à cela, le favoriser. Non comme une alternative à l'insurrection mais comme préparation pour celle-ci. Elle appelle à éviter le piège de l'insurrection prématurée, annonce que le pouvoir ne manquera de tenter de la provoquer pour isoler la minorité révolutionnaire et l'écraser tant que le rapport de forces lui est favorable. Rosa Luxemburg est mise en minorité sur ce point et l'insurrection qui se déclenche à Berlin sera écrasée, provoquant l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht par les milices du pouvoir. La veille de son assassinat elle écrit un article disant que c'est au travers de ses défaites que la révolution avance.

L'autonomie de classe qui est le nom de ce bulletin n'est pas pour nous un effet de mode ou un appel abstrait à l'insurrection. Il est un projet stratégique lié à la période. Autonomie parce que c'est dans l'antagonisme assumé avec le Capital et l'Etat que le mouvement doit se construire. Autonomie de classe parce qu'il faut dépasser le vide stratégique des références aux « peuples ». L'antagonisme de classes est au cœur du capitalisme, de son fonctionnement, de ses crises, de ses aberrations mais aussi ce qui produit ce qui peut le renverser.

Ce qui éclate aux quatre coins du monde nous enflamme. Pas comme une fuite de l'analyse : il faut apprendre de chacun de ces mouvements, en comprenant chaque contexte particulier, de ce qui s'y crée, s'y joue, des débats que cela suscite. Parce que, fondamentalement, les mêmes choses se jouent ici. Parce que la révolution n'est pas seulement au début du processus. Il faut s'organiser et combattre pour qu'elle en soit le but.

DENIS GODARD

**Ce texte est dédié à Catherine Grupper, révolutionnaire infatigable et jamais désabusée. A jamais dans la révolution qui vient...*

LA LUTTE CONTRE LES FRONTIÈRES ET LA CRÉATION D'UN SYNDICAT DE TRAVAILLEUR·SES SANS-PAPIERS À RENNES

LE SQUAT D'ESTRAMADURE A ÉTÉ RÉQUISITIONNÉ LE 14 OCTOBRE 2018 POUR 80 PERSONNES EXILÉES, SANS PAPIERS OU EN PROCÉDURE. CETTE AVENTURE A PRIS FIN LE 3 AOÛT 2019. C'EST L'UNE DES OCCUPATIONS LES PLUS LONGUES DES DERNIÈRES ANNÉES, AVEC DES ASSEMBLÉES CHAQUE JEUDI ET DE NOMBREUX CONTACTS.

ÉLÉMENTS DE SITUATION À RENNES

Le squat d'Estramadure a été réquisitionné le 14 octobre 2018 pour 80 personnes exilées, sans papiers ou en procédure. Cette aventure a pris fin le 3 août 2019. C'est l'une des occupations les plus longues des dernières années, avec des assemblées chaque jeudi et de nombreux contacts.

Suite à l'expulsion de ce bâtiment appartenant au bailleur social de la Ville de Rennes, les habitant·es ont cherché de nouvelles options : maisons occupées, logements de « compatriotes », ou parc des Gayeulles. Dans ce parc au nord de Rennes s'est constitué un campement d'une vingtaine de tentes pour arriver à 360 personnes à la fin de l'été. En septembre, un contrôle de police a causé l'enfermement en CRA de 4 personnes : deux sont sorties, une a été expulsée, et le dernier, Ibrahim Condé, est toujours enfermé. Cela a poussé les habitant·es à fuir ce campement, pour trouver refuge dans un hangar. 250 personnes s'y trouvent, et l'insalubrité et les conditions de vie n'ont pas l'air d'émouvoir la mairie qui s'était pourtant engagée à ne laisser aucune famille avec enfants à la rue.

Les 3 et 4 octobre, après des actions scandaleuses de la Préfecture et de la Mairie,

33 Géorgien·nes ont été arrêtées en Bretagne pour être expulsées de force par un vol Frontex. Il y aurait eu cette année des dizaines d'autres vols organisés par Frontex depuis la France. Deux personnes se sont ouvert les veines et n'ont pas été expulsées. Poussées au suicide pour ne pas retourner dans un pays qu'elles ont fui, voici une conséquence des politiques des frontières.

Depuis cette expulsion, l'inter orga qui se réunit chaque lundi s'est renforcée, des assemblées de rue et un Comité anti expulsions ont vu le jour. Par ailleurs, la police des frontières européennes Frontex recrute 700 agents, en plus des 1 500 actuels.

POUR DES CADRES PERMANENTS D'ORGANISATION

En parallèle de ces batailles, des collectifs luttent pour obtenir des papiers, et créer des solidarités concrètes. Cet été, plusieurs des membres de l'ancien "Réseau Solidarité Exilé·es" se sont rendus au Transborder Summer Camp, un événement organisé par des réseaux allemands (Afrique-Europe Interact, Alarm Phone, Welcome 2 Europe...) qui a rassemblé 500 personnes d'Afrique et d'Europe en lutte pour la liberté de circulation et d'installation. Nous y avons rencontré le

syndicat de vendeurs ambulants de Barcelone qui lutte entre autres contre le harcèlement policier, et qui s'était constitué à la suite de l'assassinat par la police d'un des leurs, Mor Sylla. C'est alors que deux membres de notre ancien collectif ont profité de la présence de nombreuses personnes sans papiers et de camarades soutiens de Rennes pour appeler à une réunion et proposer la création d'un nouveau cadre de travail, en prenant en compte la question de l'autonomie des personnes sans papiers dublinées et les difficultés de l'année passée liées à l'éparpillement dans des considérations plus liées aux urgences du quotidien qu'à l'organisation d'actions collectives publiques.

LE SYNDICAT, UN OUTIL POUR L'AUTONOMIE ET "FAIRE DE LA POLITIQUE"

Considérant que les personnes sans papiers sont aussi des travailleur·ses, et qu'elles travaillent dans différents secteurs informels ou sous alias, il semblait important d'axer les objectifs du collectif autour de la défense des camarades qui ont déjà accès au travail, et de trouver des activités rémunératrices complémentaires. C'est à ce moment que nous avons pensé au collectif de

la Pâte Mobile, un collectif de boulangerie militante qui dispose d'un four à bois mobile. Après plusieurs réunions et discussions, nous avons décidé de vendre à prix libre du pain et des cookies, pour rassembler des fonds dont la majeure partie sera redistribuée entre les personnes dublinées sans revenus, et le reste (15%) financera le syndicat.

Grâce à cet argent et avec l'aide de Sud PTT, nous organisons une soirée de soutien aux travailleurs de Chronopost d'Alfortville en lutte depuis juin 2019 (voir bulletin n°8). Ce sera le premier événement du syndicat, où nous avons également invité des membres du Collectif des Sans Papiers du 20e arrondissement de Paris (CSP20). Nous discuterons des différents outils de lutte et des perspectives pour renforcer le rapport de force, les solidarités et la confiance nécessaire pour renverser le système des frontières, l'exploitation capitaliste et le racisme.

SOLEN ET ARAFAN

LABOURER LE TERRAIN, SEMER LES GRAINES

LA DEUXIÈME ÉDITION DE LA SEMAINE ANTIRACISTE DU 20È S'EST TENUE À PARIS FIN SEPTEMBRE ORGANISÉE PAR LES COLLECTIFS ET ASSOCIATIONS ENGAGÉS DANS L'ASSEMBLÉE ANTIRACISTE DE L'ARRONDISSEMENT¹. LES MILITANT.E.S D'A2C PARIS 20 REVIENNENT SUR SA GENÈSE POUR EN TIRER LE BILAN POLITIQUE.

L'idée d'une semaine antiraciste rassemblant les différents collectifs de lutte antiraciste de nos quartiers a pris corps il y a un peu plus d'un an.

L'ORGANISATION AUTONOME DES SANS-PAPIERS SOURCE DE DYNAMIQUE

Le contexte dans lequel s'enracine cette idée est celui d'une relance des luttes antiracistes, au niveau national comme localement. Ici, cela se traduit en particulier par la création d'un Collectif des Sans-Papiers Paris 20 (CSP20), qui a rapidement atteint plusieurs centaines de membres qui ont pris en charge, avec le soutien des militant.e.s du Collectif Vingtième Solidaire, la mobilisation pour les manifestations antiracistes parisiennes². En assurant des tractages et des collages, des porte-à-porte dans les foyers de travailleurs immigrés, en proposant des départs collectifs, en organisant la participation collective des sans-papiers aux fronts de luttes locaux comme aux manifestations syndicales, le CSP a ancré la lutte antiracistes dans la réalité de l'arrondissement et est vite apparu comme un des espaces militants les plus dynamiques de celui-ci.

Précisons que le CSP20 se crée dans le contexte de la lutte des foyers de travailleurs immigrés, que les bailleurs veulent transformer en résidences sociales. C'est de la rencontre entre des habitants sans papiers des foyers et les militant.e.s venu.e.s en soutien que naît l'idée d'un collectif autonome pouvant compter sur le soutien du Collectif Vingtième Solidaire avec tout.e.s les migrant.e.s,

créé en 2015, avec le but de soutenir et populariser les luttes des migrant.e.s.

DE LA LUTTE CONTE LA LOI « ASILE - IMMIGRATION » À LA PREMIÈRE SEMAINE ANTIRACISTE

La lutte contre la loi « Asile - Immigration », fut un moment particulièrement important dans l'affermissement des liens entre activistes sans papiers et personnes solidaires et dans l'élargissement du soutien.

C'est à ce moment, que l'idée d'une semaine Antiraciste, permettant aux différents collectifs de l'arrondissement de proposer des événements dans un cadre commun afin de se rencontrer et de militer ensemble a commencé à se concrétiser pour la mi-octobre.

Malgré une organisation reposant sur un petit noyau de personnes, la dynamique qui portait les différents collectifs, en particulier le CSP20, a permis que cette semaine soit une vraie réussite. C'est lors de l'assemblée de clôture de cette première semaine, sur proposition de camarades du CSP20, que fut adopté le principe d'une Assemblée Antiraciste mensuelle, ouvertes à tou.te.s afin de continuer à tisser les liens entre les différents collectifs.

Cette Assemblée a pris en charge l'organisation d'un week end anti-raciste début mars dans le cadre de la mobilisation pour le 17 Mars 2019, lancé par la Marche des Solidarités.

ESSOUFFLEMENT DES DYNAMIQUES, QUESTIONNEMENTS STRATÉGIQUES.

Après ces premiers succès continuer à travailler ensemble est apparu comme une évidence. Pourtant, bien que capable d'apporter des réponses collectives aux difficultés rencontrées et d'offrir la protection d'un collectif de lutte, le CSP 20 et les soutiens devaient réfléchir à comment gagner des papiers pour tou.te.s.

C'est ainsi que fut lancé, à la suite du succès de la manifestation du 18 décembre 2018, journée internationale des migrant.e.s, la campagne « **Egax, Egales, Personne n'est illégal** »³ avec comme perspectives des grèves et des occupations pour gagner par la lutte la régularisation de tous les sans papiers.

Cette stratégie qui combine ancrages locaux, blocages économiques et actions d'occupation suppose une unité d'action qui n'a pu pour l'instant se mettre en œuvre, les décisions d'agir en solo prenant trop souvent le dessus.

Les actions médiatiques, sans relais sur les autres formes de luttes ont pu apparaître comme un substitut à certains. Les débats stratégiques se sont réduits à une opposition stérile entre construction locale et actions d'éclats et ont paralysé les collectifs, notamment le CSP20.

UNE SECONDE ÉDITION EN DEMIE TEINTE, MAIS PORTEUSE D'ESPOIR

C'est dans ce contexte que la seconde édition de la semaine antiraciste du vingtième a été organisée. Son bilan peut sembler paradoxal. La surface militante s'est incontestablement élargie, aux collectifs

parti prenant se sont agrégés d'autres participants, des plus « institutionnels », mais qui refusent toute subvention qui remettrait en cause leur principe d'accueil inconditionnel, comme l'association *Autre Monde* ou la *Fédération Sportive et Gymnique du Travail* aux plus « alternatifs » comme le collectif *Quartier Libre* et *Nogozon* ou la *Cantine des Pyrénées*. Si la participation aux activités organisées par chacun des collectifs a été importante, certains événements, en particulier la déambulation du samedi ont pâti d'un manque de prise en charge collective.

Pour autant, au moment où le poison de la division et des querelles de clochers menacent la fragile reprise des luttes antiraciste de terrain, prouver se mettre ensemble pour construire localement porte ses fruits est déjà une victoire... qui en appelle bien d'autres. C'est ce que montre par exemple la réussite de la manifestation organisée par le CSP20, le jeudi suivant cette seconde édition, à la mairie de Gambetta pour exiger un rendez-vous et des réponses à ses revendications.

¹ Collectif des Sans Papier, Collectif Vingtième Solidaire avec tout.e.s les migrant.e.s, Ménilmontant Football Club 1871, Collectif Pour l'Avenir des Foyers...

² le 16 mars 2018, le 18 décembre 2018, le 17 mars 2019

³ Regroupant syndicats et collectifs de sans-papiers et de soutien

LES MILITANT.E.S D'A2C 20È

Une version longue est disponible sur le blog A2C

LA RÉVOLUTION FÉMINISTE D'AURORE KOEHLIN

LA RÉVOLUTION FÉMINISTE EST UN LIVRE QUI FAIT DU BIEN. AURORE KOEHLIN ROUVRE LES DÉBATS STRATÉGIQUES DANS LE MOUVEMENT, ET CELA RÉPOND À UN RÉEL BESOIN ! NOUS EN PROFITONS ALORS POUR DISCUTER DE STRATÉGIE RÉVOLUTIONNAIRE POUR LE MOUVEMENT, INTERROGER CERTAINS POINTS DU LIVRE ET SURTOUT CONTINUER CES DÉBATS QUI SONT VITAUX POUR LES LUTTES À VENIR*.

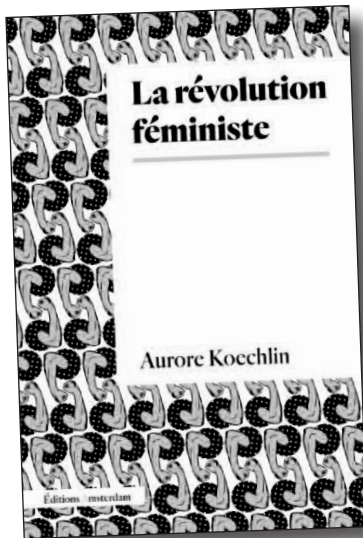
UNE HISTOIRE GLOBALE

Pour apporter de l'eau au moulin de l'histoire féministe qu'Aurore Koehlin (AK) essaye de dresser, et pour avoir une vision plus globale, nous devons y inclure une histoire des luttes dans lesquelles les femmes ont participé activement – souvent de manière décisive – indépendamment qu'elles aient été menées sous la bannière du féminisme comme celui-ci s'est développé en occident, ou pas. On pense notamment à la place des femmes dans les révolutions tunisiennes ou égyptiennes, dans les mouvements contre les violences sexuelles en Inde, ou même dans la révolution haïtienne et la lutte pour l'indépendance en Algérie.

UN PAS SI VIEUX DÉBAT

Ce livre nous interroge sur plusieurs aspects pour lesquels nous pensons qu'il faudrait entamer un débat. Tout d'abord sur la question de l'origine de l'oppression des femmes, c'est un vieux débat du mouvement féministe, mais qui a des conséquences pratiques en terme de stratégie.

AK dit « je considère le modèle que propose Engels comme théorique. Je ne l'utilise pas comme moyen d'administrer la preuve, mais pour conceptualiser ce qu'est la sphère de la reproduction ». Mais si nos théories ne découlent pas de faits matériels, comment peuvent-elles



être une base d'appuis pour construire une stratégie? Comment expliquer autrement l'origine de l'oppression des femmes sans une approche biologisante qui nierait toute possibilité d'émancipation pour l'ensemble de la société? Surtout qu'AK se base théoriquement sur le travail de la féministe marxiste Lisa Vogel, qui suit les thèses de l'anthropologue féministe Eleanor Leacock datant l'origine de l'oppression des femmes avec l'apparition des sociétés de classes.

AK retombe théoriquement sur ces pattes en parlant de système unitaire, patriarcalo-capitaliste/capitalo patriarcal mais son explication nous semble mélanger plusieurs niveaux d'analyse,

Certes l'oppression des femmes existait avant le capitalisme, mais la reproduction a toujours été réorganisée selon les besoins de chacun des modes de production,

car l'un ne peut exister sans l'autre. C'est donc l'exploitation qui entraîne l'oppression des femmes. En effet, le capitalisme organise une forme de reproduction qui correspond à ses besoins, donc la surexploitation des femmes est originaire du mode de production capitaliste et dépend de lui, ce n'est pas un système en tant que tel, mais un des jalons sur lequel repose le capitalisme.

PARLER DE STRATÉGIE

Dans son dernier chapitre, AK apporte une critique très constructive sur les « stratégies réformistes et intersectionnelles » même si son choix de classer le fémonationalisme comme stratégie réformiste nous laisse perplexes. Mais parler de stratégie, pour nous c'est aussi parler de front unique, stratégie indispensable pour permettre des sauts de conscience qualitatifs dans des cadres larges et par l'expérience pratique dans les mouvements. C'est là une des grosses discussions qu'ouvre le livre d'Aurore. Quel cadre d'intervention féministe pour les militantEs révolutionnaires?

La politique qu'elle propose dans son livre ressemble plus à la politique dont devrait se doter un parti révolutionnaire et non pas à un cadre d'intervention large.

Nous ne pouvons que la rejoindre sur sa conclusion : « la révolution n'est pas morte » et que sans elle « il ne peut y avoir de libération de l'oppression des femmes et de minorités de genre ». Comme

elle le dit, nos analyses ne nous donnent pas une « recette toute prête » mais « une boussole avec laquelle nous diriger ». D'où la nécessité qu'elle soit bien calibrée.

SANA BELAID ET

DIMITRIS DASKALAKIS

** Nous ne revenons pas ici sur la critique de la théorie de la reproduction sociale dont nous avons publié une critique de S. McGregor sur notre blog, autonomiedeclassse.org "théorie de la reproduction sociale un retour à quel marx".*

LES BOLCHÉVIKS, L'ISLAM ET LES FEMMES D'ORIENT

ALORS QUE L'OFFENSIVE ISLAMOPHOBE, MENÉE PAR MACRON ET L'EXTRÊME-DROITE, AVEC LA COMPLICITÉ CRIMINELLE DE FORCES DE GAUCHE SE PRÉTENDANT « RÉVOLUTIONNAIRES », ATTEINT DE NOUVEAUX SOMMETS, NOUS DÉCIDONS DE PUBLIER UNE TRADUCTION D'UN ARTICLE DE NAÏMA OMAR. CETTE MILITANTE SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE BRITANNIQUE, PORTANT LE VOILE, PART DE L'EXPÉRIENCE HISTORIQUE DU PARTI BOLCHÉVIK POUR DISCUTER DE LA RELATION DES FEMMES MUSULMANES AVEC LES RÉVOLUTIONNAIRES.

En grandissant, j'avais une vision socialiste de la société, mais je croyais qu'on ne pouvait être à la fois socialiste et musulmane, ni militer pour l'émancipation des femmes en portant le hijab. Il s'agit d'une croyance assez répandue parmi les musulmanEs, qui supposent que pour être socialiste il faut être athée car tous les socialistes détestent la religion.

Cette croyance semble confirmée en jetant un coup d'oeil sur la gauche en Europe et au-delà. Une grande partie a du mal à approcher la question de la religion et celle de

l'islam en particulier, et certainEs se sont même alignéEs sur les positions de droite en soutenant l'interdiction du hijab et du voile au nom de l'émancipation des femmes.

Mais il existe une autre tradition à gauche, celle qui s'appuie sur les écrits de Karl Marx sur la religion et qui peut apprendre de la manière dont les bolchéviks ont approché les MusulmanEs de l'empire russe durant la révolution de 1917.

Marx a saisi la nature profondément contradictoire de la religion. Dans la « Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel », il écrivait que la « misère religieuse est,

d'une part, l'expression de la misère réelle, et, d'autre part, la protestation contre la misère réelle. La religion est le soupir de la créature accablée par le malheur, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'une époque sans esprit. C'est l'opium du peuple. »

DES CROYANTES AU PARTI BOLCHÉVIK

La résistance peut donc émerger de la religion et s'exprimer par son travers, même si la religion elle-même est un produit de l'oppression et de l'aliénation. Les bolchéviks de 1917 le comprenaient; alors que le parti bolchévik était non-religieux, l'athéisme n'a jamais été une condition d'adhésion aux rangs du parti, car la religion était traitée comme une affaire privée.

La position de Lénine était claire en ce qui concerne la religion. Il traitait celles et ceux à gauche qui, comme les « athées militants » d'aujourd'hui, voulaient offenser les croyances religieuses des gens, de « matérialistes enfantins ». Il encouragea le recrutement de croyantEs au parti, les appelant « des recrues révolutionnaires qui frappent à notre porte », et qui étaient centrales pour la croissance du parti et de la révolution.

Au moment de la révolution, l'empire russe comptait seize millions de MusulmanEs, à peu près 10 pour cent de la population. La population musulmane des provinces Est de l'empire fut radicalisée par la crise du régime tsariste qui lui avait fait subir une oppression terrifiante. Elle mis la liberté religieuse et les droits nationaux au coeur de ses revendications.

LA PRIORITÉ DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE ET DES DROITS CULTURELS

La réponse à ces revendications fut une priorité de Lénine et des bolchéviks lorsqu'ils arrivèrent au pouvoir avec la révolution d'octobre 1917.

Vendredi, jour sacré pour les MusulmanEs, fut officiellement proclamé jour de repos à travers l'Asie centrale; des monuments, livres et reliques islamiques sacrées qui avaient été dérobés par les Tsars furent retournés aux mosquées. En 1921, une cour de justice islamique parallèle fut établie suivant la loi de la Sharia, offrant aux gens le choix entre la justice religieuse et la justice révolutionnaire. Les punitions corporelles comme la lapidation et les amputations furent néanmoins interdites.

L'an 1922 vit l'introduction d'un système d'éducation islamique et certaines propriétés qui avaient été nationalisées





ALEXANDRA KOLLONTAI ET DES DÉLÉGUÉES AU CONGRÈS DES PEUPLES D'ORIENT À BAKOU EN 1920

furent rendues pour un usage éducatif. Des centaines de madrassahs (écoles coraniques) furent fondées.

Ces droits ne furent pas simplement donnés par en-haut; ils firent l'objet de luttes et furent gagnés par les MusulmanEs qui se sont battus côte à côte avec les bolchéviks durant la révolution.

Les efforts bolchéviques ont porté leurs fruits et la majorité des dirigeants musulmans offrirent leur soutien au nouveau régime soviétique, et la population musulmane se montra déterminée à se battre et mourir pour le régime durant la guerre civile. En 1919 on comptait près de 250000 soldats musulmans mobilisés dans l'armée rouge sous des officiers musulmans, et des dizaines de milliers formèrent les «escadrilles de la sharia».

En septembre 1920 une conférence importante eut lieu à Bakou, en Azerbaïdjan: le premier congrès des peuples d'Orient. Au cœur du congrès fut un appel à la « guerre sacrée » contre l'impérialisme, ce qui signifiait « la libération

de l'humanité entière du joug et de l'esclavage capitaliste et impérialiste, la fin de toutes les formes d'oppression d'un peuple par un autre et de toutes les formes d'exploitation de l'homme par l'homme. »

Mais la guerre civile nécessaire pour la défense de la révolution fit payer un lourd tribut au régime. Dès 1922, le régime soviétique parvenait à peine à répondre aux besoins de base de la population. Inévitablement, cela mis des limites pratiques à la capacité des soviets à assurer la liberté religieuse et les droits nationaux des MusulmanEs. Les subventions accordées à l'Asie centrale furent coupées, et la fermeture des écoles étatiques obligea les madrassas à trouver du financement local.

MISÈRE ET NÉCESSITÉ

Ces changements venaient d'une contrainte plutôt que d'un changement de politique. Par contre, la montée du stalinisme à partir de la moitié des années 1920 déclencha

une guerre ouverte contre la religion et l'islam en particulier. Lénine et Trotsky avaient compris que les libertés religieuses étaient un moyen de faire amende honorable des crimes du tsarisme, mais aussi de faire émerger les divisions de classe au sein même des communautés musulmanes; c'était un préalable nécessaire à la naissance d'une véritable unité de la classe ouvrière. Quant à Staline, il ne fit aucune distinction entre oppresseur et opprimés d'une même religion.

Durant et après la révolution russe, les musulmanes avaient fait de grands progrès à la fois vers l'émancipation des femmes et les libertés religieuses. Le premier congrès pan-russe des femmes musulmanes eut lieu à Kazan le 23 avril 1917, et fit voter des résolutions demandant entre autres l'égalité des droits politiques entre femmes et hommes, le droit au divorce et l'abolition des mariages des enfants.

Ces résolutions furent débattues durant le congrès pan-russe des MusulmanEs en

mai 1917, qui consacra un jour entier aux droits des femmes. La polygamie fut placée au centre des débats. CertainEs délégués adoptèrent une position réformiste alors que le congrès des femmes avait pris la décision historique d'une abolition pure et simple de cette pratique.

Les discussions qui eurent lieu au congrès ont mis en valeur l'effet de la révolution sur les femmes; durant les débats sur la polygamie, un délégué conclut son intervention en disant qu'on devait accorder aux femmes tous les droits qu'elles réclamaient, car dans le cas contraire elles s'en saisiraient elles-mêmes. Les MusulmanEs avaient désormais une voix plus haute que sous les Tsars.

Après la révolution d'octobre, le Zhenotdel (l'organisation bolchévique des droits des femmes) dirigée par Inessa Armand et plus tard par Alexandra Kollontai, organisa des volontaires, souvent voilées, pour aller travailler avec les femmes dans les populations musulmanes.

Elles mirent en place des programmes éducatif et échangèrent avec les femmes locales sur leurs besoins. Certaines ont payé de leur vie leurs efforts pour combattre le sexisme dans des communautés musulmanes reculées.

L'OFFENSIVE STALINIENNE CONTRE L'ISLAM SOUS COUVERT D'ÉMANCIPATION DE LA FEMME

L'offensive de Staline contre l'islam se dissimula sous la bannière de l'émancipation de la femme, en opposition direct au travail effectué par les bolchéviques dès les premiers jours de la révolution. Il lança une campagne appelée Khudzhum le 8 mars 1927, lors de la journée internationale des femmes. Khudzum signifie offensive ou assaut. La campagne força les

femmes musulmanes à enlever leur voile en public.

Les attaques staliniennes n'ont pas libéré les femmes musulmanes mais ont eu l'effet inverse; des milliers d'enfants musulmans, et surtout des filles, furent retirées des écoles soviétiques et quittèrent la ligue des jeunes communistes. En l'absence d'emploi ou d'opportunités, de nombreuses filles ne purent refuser des mariages arrangés ou polygames.

Loin de libérer les femmes, Staline les repoussa vers le foyer familial. Cela correspondait à sa résurrection générale des valeurs familiales traditionnelles à travers la Russie, où les femmes furent de nouveau encouragées à prioriser leur rôle de mères.

Aujourd'hui, les attaques contre les femmes musulmanes en particulier, se cachent

encore derrière la bannière de la libération de la femme, comme quand des policiers français armés forcent les musulmanes à se déshabiller sur la plage.

Malheureusement, certainEs à gauche soutiennent encore ces attaques, s'alliant de fait avec l'Etat impérialiste français contre ses citoyennes les plus opprimées.

ToutE socialiste digne de ce nom doit se tenir en solidarité avec les oppriméEs lorsqu'ils et elles sont attaquéEs et se battent pour leurs droits. Nous devons tenir bon sur nos principes politiques et comprendre que la question de classe façonne l'oppression et est la clé pour la combattre.

Telle est la tradition bolchévique. Trotsky avait dit que pour changer le monde dans lequel on vit, il faut le voir à travers les yeux de la femme

et donc, à travers les yeux des femmes musulmanes nous changerons le monde dans lequel nous vivons.

NAIMA OMAR

Article initialement paru en anglais dans le magazine Socialist Review numéro 433, mars 2018.

Une question, une remarque, une polémique ?

A2C@RISEUP.NET



RÉVOLUTIONNAIRE IRAQUIENNE